

LA CRISE DE L'UNEF ET LES E.S.U.

La décision de reporter le congrès de l'UNEF à mars 1970, annoncée par le bureau national le 15 décembre dernier, n'a pas manqué de susciter des réactions amères dans les divers secteurs du mouvement étudiant. En effet, les raisons invoquées par le bureau et ses amis (insuffisance de débat dans les structures de base de l'UNEF, insuffisances de l'organisation) sont apparues très vite comme des prétextes destinés à retarder une crise inévitable.

La Direction de l'UNEF et les E.S.U. dont elle est issue sont, en effet, de plus en plus tiraillés dans deux directions différentes :

1°) Un pôle « réformiste » défendant l'UNEF « syndicat de tous les étudiants » ; pour ces militants (ceux de l'UNEF-Renouveau, mais aussi les « lambertistes » de l'AER-AJS), l'UNEF doit essentiellement lutter pour la défense des intérêts étudiants, comme le manque d'enseignants, de locaux, etc., et relier cette action à celle des grandes centrales ouvrières.

2°) Un pôle « gauchiste » visant à transformer l'UNEF en une organisation politique analogue, à certains points de vue, à ce qu'était le SDS allemand. C'est la position défendue par les militants de la Ligue Communiste et par la plupart des sectes maoïstes.

Quant à la Direction de l'UNEF, elle est incapable d'opposer quoi que ce soit de cohérent : elle reste fidèle à la « nouvelle charte » (l'UNEF structure unifiante du mouvement politique de masse) et mêle, sans parvenir à en faire la synthèse, des mots d'ordre de lutte « syndicaux » (contre la sélection, la rentabilisation de l'Université, etc.) et « révolutionnaires » (Vietnam, Palestine, Tchad, lutte contre « l'idéologie bourgeoise »). Dans ces conditions, on ne peut s'attendre <qu> à un renversement du B.N. par l'UNEF-Renouveau (d'autant plus que le courant « gauchiste » sera assez peu représenté puisque la Ligue se désintéresse totalement de l'UNEF, que la gauche «

palestinienne » veut la « détruire » et qu'en général la plupart des « gauchistes » s'orientent avant tout vers la construction du « parti révolutionnaire »). Pourtant cette

« L'Université n'est pas neutre, mais fait partie intégrante de l'appareil d'Etat. L'objectif stratégique à long terme est donc sa destruction. Cependant, dans la période actuelle, pour mener à bien cette tâche, il faut réorganiser nos forces, passer à l'offensive contre l'ennemi prioritaire, la bourgeoisie et ses alliés (P.C. et autres réformistes) et aussi combattre les adversaires de notre projet politique qui veulent orienter le mouvement étudiant anti-capitaliste dans une voie défaitiste de repli, ou de fuite en avant ».

Extraits d'un tract diffusé par la section E.S.U. de la Sorbonne Censier le 16 décembre 1969.

«révolution de palais» n'est rien moins que certaine : il se peut, en effet, que l'AJS, qui reproche à l'Unef-Renouveau son « fractionnisme » et son « participationnisme » fasse bloc contre celle-ci avec les E.S.U. De toute façon, on en vient à se demander dans quelle mesure la perte par le P.S.U. de la direction de l'UNEF ne serait pas plutôt avantageuse : outre qu'elle sortirait un peu l'UNEF de la routine de la lutte contre « l'idéologie bourgeoise » et de « l'anti-impérialisme », elle aurait peut-être l'insigne avantage de provoquer dans les E.S.U. un débat et — qui sait — une auto-critique partielle. Quand on voit, par exemple, l'incapacité de l'UNEF à animer et à diriger la grève des étudiants en médecine — grève exemplaire s'il en fût, on ne peut que dresser un constat de faillite. Mais plus que les E.S.U., plus que l'UNEF, ce qui est important dans tout cela, c'est l'incapacité du mouvement étudiant, et plus

largement du mouvement socialiste, de sortir de ses ornières. Les E.S.U. avaient, seuls, les moyens de poser les problèmes en termes véritables. Ils ont refusé de le faire, à la fois par manque de courage et par sectarisme. En effet, si l'on veut échapper à la fausse alternative : UNEF-Renouveau ou comités d'action, il faut, dès maintenant :

— définir à la lumière des expériences déjà réalisées, ce que serait l'Université dans un régime socialiste ;

— Etablir un programme socialiste de l'éducation nationale lié à un programme de luttes ;

— Préparer un contre-plan pour la sortie du 6^e Plan ;

— Lutter contre la main mise du patronat sur le système de formation, la pénurie et la ségrégation sociale ;

— Pour la démocratisation du recrutement, du fonctionnement et des finalités de l'Université ;

— Pour le contrôle ouvrier sur la formation ;

— Reprendre contact avec les syndicats ouvriers.

Bref, appliquer à l'Université la ligne de « réformisme révolutionnaire » du Front socialiste, seul moyen d'établir réellement la jonction étudiants-travailleurs dont on parle beaucoup mais qu'on ne voit jamais. Si le mouvement étudiant et, en premier lieu, les E.S.U. acceptaient une telle orientation, il est probable que l'UNEF retrouverait un rôle équivalent à celui qu'elle a pu jouer dans sa grande époque. Sinon on n'aura plus le choix qu'entre un opportunisme médiocre et un révolutionnarisme sincère, mais myope.

P. R.

« *Pouvoir Socialiste* » - Janvier
Février 1970. Page 3